Vers une négociation entre Google et les éditeurs de presse ?

Réagissant à la proposition de plusieurs associations et syndicats de presse, de créer un droit voisin dont l'objet serait de faire payer par les moteurs de recherches une rémunération à chaque indexation d'un contenu, Google a, dans un courrier, souhaité attirer l'attention du gouvernement français sur « les effets néfastes que pourrait avoir une telle initiative », allant même jusqu'à menacer de déréférencer les sites des journaux français si une telle loi était adoptée. Le 29 octobre, Eric Schmidt, président de Google Monde, a été reçu par le président de la République. Après avoir rappelé que le développement de l'économie numérique appelait une adaptation de la fiscalité afin de mieux appréhender le partage de la valeur ajoutée et le financement de la création de contenus sur chaque territoire, François Hollande a demandé que des négociations entre Google et les éditeurs de presse puissent rapidement s'engager et être conclusives d'ici la fin de l'année. Si cela était nécessaire, une loi pourrait intervenir sur cette question, à l'instar du projet en cours en Allemagne, a insisté le président français.